



31

janv.
2019

▲ Niv. 2

L'État a
répondu

Hongrie

Création de l'alerte : 12 oct. 2016

Le plus grand quotidien d'opposition hongrois suspendu

SOURCE DE LA MENACE ▶ Non-étatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Autres actes ayant des effets dissuasifs sur la liberté des médias

AUTEUR : Index, AEJ, FEJ/FIJ

Le 8 octobre 2016, l'éditeur Mediaworks Zrt. a suspendu, avec effet immédiat et sans préavis, la publication des versions imprimées et en ligne du plus grand quotidien d'opposition hongrois Népszabadság. Le PDG avait démissionné la veille et son remplaçant désigné par l'éditeur a annoncé la décision dans un communiqué évoquant des pertes financières "considérables" comme raison de la fermeture. L'éditeur a déclaré que Népszabadság avait perdu 100.000 lecteurs et subi 5 milliards de forints (16,7 millions d'euros) de perte au cours des 10 dernières années. Les journalistes de Népszabadság ont rapidement annoncé leur intention de «d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de l'éditeur en raison de violations persistantes du droit», incluant l'absence d'invitation de leurs représentants à une réunion cruciale du conseil de surveillance. Les journalistes se sont vus refuser l'accès à leurs bureaux et ont été privés de leurs comptes de messagerie en ligne et de l'accès aux serveurs du journal après avoir reçu notification de la décision.

Mediaworks appartient depuis deux ans à Vienna Capital Partners. Vienna Capital a acquis Népszabadság, avec un tirage de 38.000 exemplaires au premier trimestre, en achetant des parts à Ringier AG en 2014 et à une fondation ayant des liens avec le parti socialiste d'opposition l'an dernier, enrichissant ainsi son portefeuille qui comprenait déjà la plus grande entreprise du pays, ainsi que des journaux sportifs rentables.

L'équipe éditoriale Népszabadság a dénoncé la fermeture perçue comme un moyen de faire taire la critique du gouvernement. Elle a souligné qu'elle était intervenue quelque jours après la publication d'articles concernant des allégations de corruption contre de proches alliés du premier ministre et un scandale impliquant le gouverneur de la banque centrale. Le Syndicat de la presse hongroise (HPU) a également dénoncé la fermeture soudaine et a déclaré que le pluralisme des médias, la liberté d'expression et les droits des travailleurs

n'étaient pas respectés. Les organisations qui soumettent cette alerte estiment que la suspension péremptoire et opaque du journal risque d'infliger de graves dommages à la diversité des médias en Hongrie et est susceptible d'avoir un effet dissuasif sur la capacité d'exercer un journalisme indépendant et d'investigation.

MISES À JOUR

03 nov. 2016 : Le 3 novembre 2016, un tribunal hongrois a décidé que la fermeture soudaine du journal Nepszabadsag en octobre 2016 violait le code du travail parce que ses propriétaires et sa direction auraient dû consulter le comité du personnel dans le souci de poursuivre la publication et d'éviter le licenciement du personnel.

- ➔ Article publié par le Budapest Business Journal: "Népszabadság publisher violated Labor Code, court rules"
- ➔ Communiqué de RSF: " Hongrie : Victoire posthume et symbolique pour les journalistes de Nepszabadsag "

26 oct. 2016 : Le 25 octobre 2016, Népszabadság a été vendu à Opimus Press.

- ➔ Article publié par U.S news: "Hungary: Publisher of suspended opposition newspaper sold"
- ➔ Article publié par le Budapest Beacon

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

- ➔ Communiqué de l'AJE (en anglais): " AEJ deploras abrupt closure of Népszabadság, voices concern about political motivation"
- ➔ Information publiée sur la plateforme Mapping Media Freedom: "Hungary: Largest opposition daily suspended"
- ➔ Communiqué de la FEJ/FIJ (en anglais): "Hungary's biggest opposition newspaper stopped the presses"
- ➔ Communiqué du Syndicat de la presse hongroise (en hongrois)

RÉPONSES DE L'ÉTAT




31 janv. 2019 | Réponse des autorités hongroises (information du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce)

- ➔ Lettre de la Représentation permanente de la Hongrie auprès du Conseil de l'Europe

SUITES DONNÉES



26 oct. 2016 | Le Secrétaire Général Jagland a discuté de l'importance de la pluralité des médias, en particulier suite à la fermeture récente du journal Népszabadság avec le Ministre hongrois de la justice, László Trócsányi.

 [Communiqué de presse](#)